

**COMMISSION PERMANENTE  
DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU JURA**

**Service** : PAT - SDT - AIDES AUX TERRITOIRES ET  
TOURISME

**Rapporteur** : Clément PERNOT

**Réf** : 12734

**DÉLIBÉRATION N° CP\_2025\_124 du 4 juillet 2025**

**AIDE AUX TERRITOIRES**

*Bases juridiques :*

- *Vu la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015,*
- *Vu l'article L1111-10 du Code général des collectivités territoriales,*
- *Vu les délibérations n° CD\_2022\_093, CD\_2023\_006, CD\_2023\_017, CD\_2023\_042, CD\_2023\_092, CD\_2024\_041, CD\_2024\_060 et CD\_2024\_113, actant la mise en place d'un nouveau dispositif d'Aide aux Territoires, en précisant le cadre d'application et lui affectant des crédits de paiement,*
- *Vu l'avis de la Commission 5 réunie le 13 juin 2025.*

**Dispositif :**

Aide aux Territoires :

Une autorisation de programme a été ouverte au BP 2023, qui s'élevait début 2025 à un montant total de 13,3 M€.

Lors de la DM1 2025, l'Assemblée a augmenté cette AP de 4,7 M€ en les prélevant sur les 10 M€ de l'AP « Contractualisation » qui avait également été ouverte au BP 2025. 3 M€ de crédits de paiement supplémentaires lui ont également été affectés par l'Assemblée.

La 5<sup>ème</sup> Commission, lors de sa réunion du 13 juin dernier, a examiné les dossiers complets de demandes de subventions reçus dans les services fin mai, qui vous sont listés en annexe 1 pour un montant global de 2 943 605 € de subventions.

Au vu des demandes déposées, il vous est proposé les aménagements suivants de nos dispositifs d'intervention, intégrés au document de synthèse des règles de l'Aide aux territoires joint en annexe 2 :

- dans le domaine des équipements sportifs, les règles établies pour les citystades seraient également appliquées pour les skateparks et les pumptracks, à savoir un montant maximum de 50 000 € HT de travaux et un taux maximum de 20 % de subvention ;
- dans le secteur médico-social, il paraît intéressant, au vu du projet déposé par la Ville de Dole, d'élargir nos aides, au-delà du dispositif existant pour les maisons de santé (qui reste inchangé), aux maisons de la parentalité, appelées à jouer un rôle parfaitement complémentaire de nos maisons des solidarités dans l'accompagnement des jeunes parents ; je vous propose de fixer un coût plafond de 500 000 € HT de travaux pour ce type de projets et un taux de subvention maximum de 20 % ;
- enfin, un nombre croissant de communes (ou leurs groupements) déploient des systèmes de vidéoprotection. Le Département souhaite également protéger ses propres bâtiments, soit en tant que propriétaire, soit en partenariat avec les projets des communes.

Pour ce qui concerne les projets portés par les communes, sous réserve qu'ils aient au préalable été validés techniquement par les services préfectoraux compétents dans le cadre d'une demande de subvention au titre du F.I.P.D.R. ou de la D.E.T.R., le Département pourra intervenir pour financer l'installation des caméras intégrées au dispositif centralisé mis en place par la commune sur son territoire, couvrant les abords de ses propres bâtiments (collèges, MDS, centres routiers...). Le Département devra valider la pertinence de l'installation en amont et s'assurer qu'il n'y aura pas de redondance avec ses propres installations.

Un coût plafond de 2 000 € HT par caméra sera pris en compte et le Département interviendra à hauteur de 50 %, soit 1 000 € par caméra installée pour protéger un espace intégrant les abords des sites départementaux.

Par ailleurs, un certain nombre de dossiers ont été abandonnés ou ne sont plus éligibles aux aides départementales (chaufferie de Poligny exploitée en DSP). Vous trouverez ci-après la liste des annulations d'engagement correspondantes :

Canton	Maître d'ouvrage	Projet	Subvention abandonnée	Date d'attribution CP
Poligny	Poligny	Construction d'une chaufferie	343 000 €	26/02/2021
	Menétrou-le-Vignoble	Schéma DECI	605 €	27/02/2023
Saint-Amour	Montfleur	Mise en valeur du patrimoine historique	7 865 €	28/05/2021
		Installation d'une réserve incendie	7 070 €	28/05/2021
		Aménagement place des Marronniers	5 245 €	28/05/2021
		Démolition ancienne porcherie	14 755 €	28/05/2021
Saint-Laurent-en-Grandvaux	Fontenu	Remplacement des luminaires	12 975 €	29/11/2021
		Remplacement des menuiseries extérieures	5 870 €	29/11/2021
Coteaux du Lizon	Choux	Installation d'un poêle à granulés bois à la salle des fêtes	1 555 €	27/02/2023
Mont-sous-Vaudrey	La Loye	Réhabilitation d'un lieu de convivialité intergénérationnel	30 000 €	29/11/2024

Vous trouverez joint en annexes le détail des propositions examinées en Commission 5 (annexe 1), la Synthèse des règles de l'Aide aux territoires mise à jour avec les ajustements susmentionnés (annexe 2), le rappel des conditions d'attribution et de validité des subventions (annexe 3), le formulaire de demande de versement du solde de subvention (annexe 4) et le bilan des aides attribuées dans le cadre du dispositif de l'Aide aux territoires en 2023-2024 et sa représentation cartographiée (annexe 5).



La Commission permanente, après en avoir délibéré :

- approuve les subventions proposées aux maîtres d'ouvrage pour les opérations recensées en annexe 1, pour un montant total de 2 943 605 €,

- valide la mise à jour du document de synthèse des règles de l'Aide aux territoires (annexe 2).

<b>POINT FINANCIER</b>			
<b><u>GESTION PLURIANNUELLE en AP/CP</u></b>		<b><u>GESTION ANNUELLE hors AP/CP</u></b>	
Montant de l'AP ouverte (1)	€	CP totaux votés (BP + DM)	€
Montant déjà affecté sur cette AP	€	CP déjà engagés sur l'exercice	€
Montant affecté dans ce rapport	€	CP engagés dans le présent rapport	€
<b>AP restant à affecter</b>	€	<b>CP disponibles</b>	€
<b>Pour mémoire :</b>		<b>Pour mémoire :</b>	
Total CP pointant sur l'AP (2)	€	Total CP votés année n-1	€
<b>Reste à Couvrir (RAC) (1) – (2)</b>	<b>0</b>		

<b>Délibération n°CP_2025_124 du 4 juillet 2025</b>	
Pour	29
Contre	2
Abstention	0
Président	<b>Gérôme FASSETNET :</b>

# Synthèse des règles de l'Aide aux territoires

## Rappel dispositif général

Pour l'accompagnement au développement des territoires du Jura, le Département a mis en place un dispositif d'aides aux collectivités afin de faciliter la réalisation de leurs projets.

Intitulé « Aide aux territoires », ce dispositif s'applique à toutes les demandes de financement des communes ou de leurs groupements (communautés de communes, d'agglomération, syndicats) pour des projets de **travaux d'investissement confiés à des entreprises**.

La simple acquisition d'équipement mobilier est exclue du périmètre du dispositif.

Cet accompagnement, du Département en faveur de ses territoires, se répartit entre plusieurs thématiques, chacune avec sa spécificité, mais avec deux rubriques principales :

❖ Aides aux territoires qui regroupent le patrimoine communal en général, le patrimoine protégé au titre des Monuments historiques, les équipements sportifs ou culturels, ...

❖ Aides à l'eau et l'assainissement (cf. détail du dispositif pages 5 - 6)

Le dispositif de l'Aide aux territoires participe à soutenir l'investissement des communes ou intercommunalités jurassiennes.

Quelle que soit la nature des travaux projetés, les seuils planchers suivants s'appliquent aux dossiers de demande de subvention, avec un montant HT de travaux de :

- Pour les communes :
  - 2 500 € HT pour les communes de moins de 100 habitants ;
  - 5 000 € HT pour les communes de 100 à 300 habitants ;
  - 10 000 € HT pour les communes de 300 à 1 000 habitants ;
  - 20 000 € HT pour les communes de 1 000 à 5 000 habitants ;
  - 50 000 € HT pour les communes de plus de 5 000 habitants.
  
- Pour les EPCI (communauté d'agglomération, communauté de communes et syndicats) :
  - 20 000 € HT pour les structures de moins de 7 000 habitants ;
  - 50 000 € HT pour les structures de 7 000 à 30 000 habitants ;
  - 100 000 € HT pour les structures de plus de 30 000 habitants.

Pour faciliter le démarrage des projets le Département peut octroyer une **avance de 60 %** du montant de la subvention accordée au maître d'ouvrage.

## ❖ Aides aux territoires

Différentes thématiques sont distinguées dans ce volet aides aux territoires :

### \* Patrimoine bâti des communes

Ce volet concerne l'accompagnement des communes dans l'entretien et la rénovation de leur patrimoine bâti (non protégé au titre des Monuments historiques). Les fonds attribués sont principalement employés pour soutenir :

- les mairies,
- les églises,
- les salles des fêtes,

Sont également accompagnés dans ce volet les travaux d'entretien divers (lavoirs, fontaines, ...).

Le Département participe selon les **modalités d'intervention** suivantes :

- Participation à un taux de **20 %** avec un montant **plafond de 30 000 € de subvention**.

Pour les **projets d'aménagements urbains**, les dossiers sont étudiés au cas par cas en commission, les services instruisant les dossiers sur la base d'un taux de **15%**

Pour les simples projets d'**aménagements de parkings ou assimilés**, le Département accompagne les communes avec une modalité d'intervention différente :

- Participation à un taux de **10 %** (plafond 30 000 €).

Dans le cadre de **projets de vidéoprotection développés par les communes ou EPCI**, le Département pourra intervenir pour financer l'installation de caméras intégrées au dispositif centralisé mis en place par la commune sur son territoire, couvrant les abords de ses propres bâtiments (collèges, MDS, centres routiers, ...). Le Département devra valider la pertinence de l'installation en amont et s'assurer qu'il n'y aura pas redondance avec ses propres installations.

Le projet aura au préalable été validé techniquement par les services de la Préfecture sollicitée pour le financer au titre du F.I.P.D.R. ou de la D.E.T.R.

Un coût plafond de 2 000 € par caméra sera pris en compte et le Département interviendra dans ce cadre à hauteur de 50%, soit 1 000 € par caméra installée pour protéger un espace intégrant les abords des sites départementaux.

### Dans le domaine médico-social :

Pour les projets de **Maison de santé**, le Département aide les collectivités qui assurent la maîtrise d'ouvrage, communes (sous réserve d'une participation intercommunale) ou intercommunalités, en subventionnant la création des maisons de santé sous réserve de la labellisation préalable du projet par l'Agence régionale de santé.

Les modalités d'intervention sont les suivantes :

- Coût des travaux plafonné à 1 M € ;
- Subvention à hauteur de **5 %** du montant HT, plafonnée à 50 000 € ;

- **1 %** supplémentaire pour chaque nouveau médecin installé dans la limite de 5 (soit une subvention maximum de 100 000 €).

Pour les projets de **Maison de la parentalité**, un coût plafond de 500 000 € HT de travaux est retenu et un taux de subvention maximum de 20% est appliqué.

Les **aides à l'installation de commerces de proximité en milieu rural** sont réservées aux projets portés par les communes (sous condition de participation intercommunale) ou les intercommunalités, en cas de carence avérée de l'initiative privée, avec un taux d'intervention de 10% du montant des travaux mais un plafond de 30 000 € d'aide.

Demandes non éligibles :

Création ou aménagement de cimetières – colombariums – jardins du souvenir – salles d'obsèques – opérations d'équipement en mobilier – travaux réalisés en régie par des services techniques appartenant au maître d'ouvrage – interventions sur les locaux scolaires et sur tout bâtiment lié à la petite enfance - création de nouveaux logements communaux locatifs non conventionnés.

Demandes d'aides pour les hébergements touristiques de toute nature (campings, gîtes, chambres d'hôtes, hôtels).

De même, les constructions, aménagements ou réhabilitations de locaux des EPCI ainsi que les locaux abritant les services de l'État (Espaces France Services, gendarmeries, ...) sont exclus du dispositif.

\* **Ouvrages d'art**

Le Département intervient au côté des territoires avec une participation sur les investissements en matière d'ouvrage d'art communaux, particulièrement :

- ponts ;
- murs de soutènement des routes.

Pour bénéficier d'une aide départementale, la demande doit être précédée d'une :

- étude technique déterminant les mesures d'urgence à mettre en œuvre ;
- préconisation des travaux à programmer ;
- validation par la Direction départementale des routes.

Les modalités d'intervention sont alors les suivantes :

- **5 %** du montant HT des travaux avec un **plafond de 1M€** ;
- **10 %** du montant HT avec une aide intercommunale de même niveau.

Demandes non éligibles :

Travaux sur voirie communale – opérations d'enfouissement des réseaux secs.

## \* Équipements sportifs

La priorité des interventions du Département est donnée aux équipements utilisés par les collégiens.

Les modalités d'interventions sont adaptées aux types d'équipements :

- Gymnases :

La disponibilité de l'équipement est garantie dans le cadre d'une convention tripartite entre la collectivité propriétaire, l'EPL (Etablissement Public Local d'Enseignement) et le Département.

La subvention départementale est calculée sur le **taux d'occupation** de l'équipement, déduction faite des subventions des autres co-financeurs.

- Équipements couverts non utilisés par les collégiens : **5 %** des travaux.

- City-stades, skateparks et pumtracks :

**20 %** des travaux avec un **coût plafond de travaux fixé à 50 000 €**.

- Stades de football (aménagement des terrains et vestiaires) :

Pour les petites communes : **50 %** du reste à charge pour la commune avec un plafond de subvention de **100 000 €**.

Pour les villes ou les intercommunalités : **10 %** du montant des travaux avec un plafond à **50 000 €**.

- Infrastructures des meilleurs clubs jurassiens : les infrastructures utilisées par les clubs jurassiens qui ont le meilleur classement du département dans une division nationale peuvent bénéficier d'une subvention maximum de 30 % pour un coût plafond de 1 M€ HT de travaux

- Piscines : dossiers étudiés au cas par cas en fonction de l'offre existante sur le territoire et de l'utilisation par les collégiens

Demande non éligible : Les aires de jeux.

\* **Monuments historiques et mobiliers protégés**

Le Département participe à la **préservation** et la **restauration** des **monuments historiques** et des **objets mobiliers protégés**.

L'instruction technique des dossiers est réalisée par la CAO A et la CRMH et conditionne l'attribution d'une subvention départementale.

Le **cofinancement de la D.R.A.C.** débloque les aides suivantes pour le Département :

- Monuments historiques classés : **15 %** ;
- Monuments historiques inscrits : **20 %** ;
- Objets mobiliers classés ou inscrits : **25 %**.

\* **Autres équipements culturels**

Dans le cadre de sa compétence obligatoire en matière de lecture publique, le Département accompagne les projets d'investissement portés par les intercommunalités, en complément là encore des aides attribuées par l'État (concours particulier pour les bibliothèques au sein de la DGD).

Pour les autres équipements (écoles de musique, salles de spectacles, musées, centres d'interprétation du patrimoine, ...), les dossiers sont étudiés au cas par cas en fonction notamment du rayonnement de l'équipement considéré.

❖ **Enseignement supérieur**

Les projets d'implantation universitaire sous maîtrise d'ouvrage publique peuvent bénéficier d'une aide à hauteur de 10% avec un plafond d'aide fixé à 230 000 €.

❖ **Aides pour les travaux sur les réseaux d'eau et l'assainissement**

Dans ce domaine essentiel pour nos territoires, le Département reste engagé aux côtés des maîtres d'ouvrage, mais ses modalités d'intervention évoluent à compter de cette fin d'année 2024, du fait de l'évolution législative en cours qui supprime l'obligation de transfert de ces compétences aux intercommunalités à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Il convenait en effet d'entériner l'abandon du critère d'obligation de co-intervention des intercommunalités pour les dossiers sous maîtrise d'ouvrage communale, sans naturellement que cela doive dissuader les intercommunalités d'intervenir quand elles le jugeront pertinent pour soutenir les communes ou les syndicats compétents dans l'un ou l'autre domaine ;

Seront exclus de l'assiette des travaux éligibles les simples renouvellements de canalisation, qui doivent être financés par les maîtres d'ouvrage à partir des recettes issues de la facturation, lesquelles doivent couvrir l'amortissement de ces réseaux ;

les extensions de réseaux dans le cadre de raccordement de nouveaux lotissements seront également exclues, sauf cas où le renforcement du réseau initial est rendu nécessaire par cette extension ;

Est maintenu le critère en vigueur d'un tarif « eau assainie » au moins égal à 4 € HT/m<sup>3</sup> selon les modalités suivantes :

- si l'assainissement est collectif : la tarification minimum de l'eau assainie est de 4 € HT/m<sup>3</sup> ;

- si l'assainissement est non collectif – le coût de l'assainissement est alors nul pour le particulier – : la tarification minimum de l'eau potable est de 2 € HT/m<sup>3</sup>

Un taux d'intervention de 15 % maximum sera appliqué pour ces dossiers, qu'ils soient portés par des communes, des syndicats ou des intercommunalités.

Seront éligibles en priorité les travaux permettant en matière d'assainissement d'améliorer les performances des stations d'épuration et en matière d'eau potable ceux permettant des avancées qualitatives comme le renforcement des réseaux, l'amélioration de la potabilité, la construction de châteaux d'eau ou encore les projets d'interconnexions qui seront notamment identifiés comme stratégiques dans le rendu du nouveau Schéma départemental d'eau potable qui interviendra à la fin du premier semestre 2025.

#### \* **Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement**

Le Département intervient également sur ce volet, correspondant très souvent à un surplus d'eau pouvant entraîner des cas d'inondations sur la commune.

Il n'y a pas de taux prédéfini de participation de la part du Département sur cette thématique, car l'aide départementale complète celles de l'Agence de l'eau ou de la DETR.

Les agents instructeurs établissent les aides sur une base de **15 % HT** du coût du projet (sauf si sollicitation inférieure du fait du montant des autres aides), aides pouvant être ensuite modulées par les membres de la commission.

#### \* **Défense incendie**

Le Département participe aussi à la sécurité contre les risques d'incendie en accompagnant les communes sur leurs investissements.

Après validation technique obligatoire du S.D.I.S., le Département intervient selon les modalités suivantes : participation à parité avec la commune qui assure la maîtrise d'ouvrage, déduction faite de l'aide des tiers, dont au premier chef l'État, que le maître d'ouvrage doit obligatoirement solliciter au préalable (D.E.T.R., intervenant d'ordinaire à hauteur de 30 %) soit usuellement un taux d'aide départemental de **35 % HT** du coût du projet.

Opération : **MAITRE D'OUVRAGE – AIDE AUX TERRITOIRES – Objet des travaux**  
Dossier n° **Année**  
PAT / Direction / Service

**ANNEXE 3**  
**CONDITIONS D'ATTRIBUTION ET DE VALIDITÉ DES SUBVENTIONS DÉPARTEMENTALES**  
**AIDE AUX TERRITOIRES**

Conformément au Règlement budgétaire et financier du Département (Délibération CD\_2022\_034 du 10 juin 2021), **la demande de subvention doit impérativement précéder tout commencement d'exécution de l'opération concernée.**

Une **autorisation de commencer les travaux**, avant toute notification de décision attributive de subvention par le Département, est accordée par le Président du Conseil départemental, à réception d'un dossier de demande de subvention estimé complet par les services du Département.

Toutefois, cette autorisation de démarrage anticipé des travaux **ne vaut en aucun cas promesse de subvention.**

**L'absence de commencement des travaux à la date butoir prévue par le dispositif ou dans les deux ans** suivant la notification d'attribution entraîne **la caducité** de la subvention (sauf demande de prorogation du Maître d'ouvrage).

Cette même opération devra être **soldée au cours de l'année "n+2"** (sauf demande de prorogation du Maître d'ouvrage).

Toutefois, la **demande de prorogation** ne pourra être **reconduite qu'une seule fois pour deux années supplémentaires** à titre exceptionnel, sauf prorogation accordée par le Conseil Départemental en cas de nécessité justifiée par le bénéficiaire avant l'expiration du délai initial. La justification apportée pourra notamment se reposer sur la complexité du projet ou sur des circonstances particulières ne résultant pas du fait du Maître d'ouvrage. Le projet ne devra pas pour autant être dénaturé.

**Une avance de 60%** du montant de la subvention attribuée peut être versée pour tout dossier d'un **montant de subvention supérieur à 10 000 € HT**, sur demande écrite du maître d'ouvrage.

Le **versement final** de la subvention sera effectué **au prorata des dépenses acquittées**, s'il s'avère, en fin de chantier, que ce coût est inférieur à la dépense subventionnable.

**En cas de non-respect de ces règles**, de la non-exécution totale ou partielle de l'opération, de fausse déclaration ou du refus de se soumettre aux contrôles, le Département pourra mettre fin à l'aide et exiger le **reversement partiel ou total des sommes versées.**

Opération : **MAITRE D'OUVRAGE – AIDE AUX TERRITOIRES – Objet des travaux**  
Dossier n° **Année**  
PAT / Direction / Service

**ANNEXE 4**  
**DEMANDE DE VERSEMENT DU SOLDE DE LA SUBVENTION**  
**AIDE AUX TERRITOIRES (\*)**

Je soussigné(e) : **Prénom NOM**  
Maire de la commune de / Président (e) de l'E.P.C.I. : ....

Certifie que l'opération : **MAITRE D'OUVRAGE – Objet des travaux**

Subventionnée par le Département du Jura au titre de l' Aide aux territoires

Décision de l'Assemblée délibérante du Conseil Départemental du ...

A été réalisée conformément au projet présenté

Et que le montant total H.T. des travaux achevés s'élève à :

Je sollicite en conséquence le versement du solde de la subvention correspondante. (\*\*)

.....

A ....., le .....  
(Signature)

(\*) à retourner à l'adresse ci-après dûment complétée et accompagnée des factures des travaux réalisés portant la mention "acquittée par ... le ..."

Monsieur le Président du Conseil Départemental  
Pôle d'Appui aux Territoires  
Direction / Service ...  
17 Rue Rouget de Lisle  
39039 LONS-LE-SAUNIER Cedex  
dst@jura.fr